



## Rapport d'orientation *Intervention de André Quénet, Secrétaire général de la FDSEA*

*Ce n'est qu'unis et organisés que nous pourrons vivre de notre métier*

### INTRODUCTION :

2009 aura considérablement marqué nos esprits : les agriculteurs ont connu une crise **terrible, sans qu'aucune filière ne soit épargnée**. Même les pouvoirs publics ont reconnu que cette crise était **la plus grave** que l'agriculture ait dû affronter **depuis trente ans**.

Dans ce contexte, **l'immobilisme serait dramatique**. Les agriculteurs ont besoin **d'un projet, et de lisibilité**, pour aborder l'avenir. Pour continuer à croire en notre métier, il s'agit bien que nous puissions dégager **un revenu** de la vente de nos produits.

**Face à la crise**, le monde agricole a la force de se redresser, **à condition** que nous regardions **avec lucidité** le monde qui nous entoure, **et que nous nous inscrivions dans une démarche de renouveau**. Depuis 2008, la FDSEA du Finistère plaide en faveur d'une place **plus importante** des agriculteurs au sein des filières, **mais aussi au sein de la société**. La hausse des matières premières agricoles, associée à un risque de pénurie alimentaire, a remis l'agriculture **au cœur des préoccupations de la société**. Le renforcement de l'aval des filières, et l'hyper concentration de la grande distribution, nous ont aussi amenés à réfléchir aux leviers qui permettraient de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs.

Si nous ne voulons pas que d'autres décident pour nous de l'avenir de notre agriculture, **nous devons nous affirmer comme une force de proposition** vis-à-vis des Pouvoirs publics, mais aussi des acteurs dits de la société civile : **ce n'est qu'unis et organisés que nous pourrons vivre de notre métier !**

Les défis sont aujourd'hui nombreux, et il y a des réalités **que nous ne pouvons ignorer** pour bâtir un projet pour l'agriculture : **il en va de notre responsabilité commune**. Accepter la réalité ne signifie pas accepter une fatalité : **au contraire ! Réfléchissons, proposons, agissons** pour lever les insoutenables incertitudes qui pèsent sur l'avenir de nos entreprises.

Nos premières incertitudes sont évidemment d'ordre économique. **Face à l'instabilité des marchés**, les orientations qui seront prises dans le cadre de la Politique Agricole Commune post 2013 seront **capitales**. Les pressions s'accroissent d'ores et déjà sur l'avenir de cette

**Politique : il ne faudra pas attendre 2013, et encore moins 2015, pour renforcer le poids des producteurs au sein des filières !**

D'autres incertitudes comptent également de plus en plus : **il s'agit de la pression qu'exercent les lobbies** pour influencer sur l'avenir des politiques agricoles. Sur de nombreux sujets, dits de société, **l'agriculture est mise au pilori**. Par ce biais, les lobbies tentent d'imposer des contraintes supplémentaires aux exploitations agricoles : **pouvons-nous en tolérer davantage**, dans un contexte économique et social **désastreux** qui réduit considérablement notre capacité d'adaptation ?

Les entreprises agricoles doivent faire face à une **pression économique croissante**. La volatilité des marchés et la crise économique mondiale pèsent lourdement sur la pérennité des entreprises agricoles. L'avenir de la politique agricole commune, au-delà de 2013, ainsi que le renforcement du maillon production, sont **deux défis à mener de front** pour défendre la place de l'agriculture dans le nouvel ordre économique qui se dessine.

**Pour l'avenir de la PAC, nous devons tenir compte de certaines réalités.** Le budget tout d'abord : la révision des perspectives financières de l'Union européenne va intervenir en même temps que les négociations relatives à la PAC, au-delà de 2013. **Même si c'est affligeant, ce sont les finances qui conditionnent les ambitions des politiques communautaires, et non l'inverse !**

Au cœur des négociations budgétaires qui se profilent entre les Etats membres, **c'est l'ambition politique de la construction européenne qui est en jeu !** Nous tenons à réaffirmer notre volonté d'avoir une politique agricole commune **volontariste en Europe : le budget en sera la clé de voûte !**

**Autre réalité à ne surtout pas négliger :** la pression des acteurs de la société civile pour influencer sur la PAC post 2013. **Nous ne sommes pas dupes**, la PAC pourrait devenir une manne financière pour mener une politique environnementale ! **La FDSEA n'entend pas que les objectifs d'une grande politique agricole soient remis en cause. N'hésitons pas à dire, et redire**, toutes les raisons pour lesquelles une politique agricole commune a toute sa place en Europe, aujourd'hui. **L'alimentation, en quantité et en qualité, est le moteur de l'agriculture, et la première justification de la PAC.**

La PAC doit retrouver un sens, pour nous agriculteurs, et pour les citoyens. **Il est urgent d'en prendre conscience :** les agriculteurs se découragent, ne se sentent pas soutenus, et, **surtout, ils n'ont plus de revenu !**

Le débat sur la légitimité de la PAC, son financement, les objectifs à poursuivre, doivent nous inciter à prendre des positions fortes dès à présent, **et montrer nos ambitions**. La volatilité accrue des prix des produits agricoles rend **nécessaire** l'existence d'outils de gestion des marchés. L'harmonisation des paiements directs entre Etats membres sera une question majeure d'ici à 2013. **Mais, dans une Europe à 27 Etats membres, avec autant de disparités en matière de législation sociale, environnementale, fiscale, sanitaire...**,

**peut-on légitimement accorder les mêmes aides directes aux exploitants agricoles de tous les Etats de l'Union ?** La FDSEA demande que les paiements directs compensent **d'une manière ou d'une autre** les contraintes réglementaires franco-françaises subies par les agriculteurs.

En filigrane de tout cela, nous ne pouvons que mettre en garde sur les dangers d'une renationalisation de la PAC : **c'est l'ambition agricole européenne qui sera mise à mal.** L'impact des orientations prises par l'Allemagne en matière de politique laitière se font déjà sentir !

Dans une économie mondialisée, où la concurrence internationale fait rage, nous devons plus que jamais envisager notre futur commun sous un angle économique. Pour la FDSEA, l'agriculteur est d'abord un entrepreneur, **mais il ne sera rien face aux industriels, ni à la grande distribution, sans une organisation des producteurs forte !**

Depuis 2008, la FDSEA a entamé une réflexion sur le renforcement du maillon production. Il est important de rappeler les fondamentaux de notre réflexion. Les organisations de producteurs, dans la mesure où elles ont pour objet d'offrir aux producteurs la capacité de se constituer **en contrepoids économique, face aux transformateurs et détaillants**, peuvent contribuer fortement à regrouper l'offre.

La FDSEA considère que la « contractualisation » ne peut intervenir qu'à l'appui d'une organisation des producteurs **renforcée**. Il est non seulement **inacceptable** que les producteurs aient un pouvoir de négociation **déséquilibré avec les acheteurs, mais qu'en plus les relations contractuelles entre producteurs et acheteurs soient déséquilibrées.**

**Nous estimons donc nécessaire**, l'adoption de **lignes directrices communautaires** établissant des principes relatifs aux bonnes pratiques contractuelles, afin d'améliorer les relations contractuelles qui existent entre un producteur et une entreprise. En effet, **les producteurs ont déjà des relations contractuelles, même si souvent elles ne sont pas formalisées**, à partir du moment où ils apportent régulièrement leur production à une entreprise, coopérative ou entreprise « privée ».

Dans un contexte où le déséquilibre dans le pouvoir de négociation des producteurs est flagrant, **mais aussi face aux phénomènes de variation des marchés et des prix qui s'accroissent considérablement**, les actions des organisations de producteurs doivent être consolidées. C'est pourquoi, **la FDSEA défend la proposition** d'étendre la possibilité de constituer des associations d'organisations de producteurs, **sans transfert de propriété.**

**Mais, concrètement, de quels leviers disposons-nous pour renforcer le pouvoir de négociation des producteurs ?**

Le premier levier est évidemment d'ordre réglementaire, **mais la volonté des femmes et des hommes sera tout aussi indispensable.**

Les Organisations de Producteurs ont à présent une assise réglementaire dans le cadre de l'OCM unique, même si certaines choses méritent encore d'être approfondies, **notamment au regard du droit de la concurrence.**

**Mais les Etats membres ont également un rôle clé à jouer.** La FDSEA demande, notamment, que le projet de LMA, étende le transfert de propriété des producteurs aux OP. **C'est une condition primordiale, et indispensable, de l'efficacité commerciale, et du pouvoir de négociation des producteurs.** Dans le secteur des fruits et légumes, **mais aussi de la viande bovine**, certaines structures ont été constituées, en l'absence de mise en place de tout moyen commercial, **uniquement pour percevoir les financements liés au statut OP.**

D'autre part, le projet de LMA veut **renforcer** les missions des organisations interprofessionnelles, **notamment sur la gestion de marché.** De telles dispositions pourraient **renforcer l'insécurité juridique liée aux accords interprofessionnels, avec des conséquences potentielles pour les producteurs.** Pour l'instant, **aucune dérogation générale au droit communautaire de la concurrence**, n'a été obtenue pour les interprofessions.

Le manque d'ambition du projet de LMA est **inadmissible.** Nous aurions besoin d'une **vraie loi d'orientation, qui donne des perspectives**, comme cela a été le cas avec les lois de 1960 et 1962 !

L'agriculture a toujours été au cœur de nombreux débats de société. Mais les pressions exercées aujourd'hui sur l'agriculture sont intensifiées par l'action des lobbies. **Prenons l'exemple du changement climatique.** Copenhague a été une occasion de plus pour nos détracteurs d'accuser l'agriculture conventionnelle, **et notamment l'élevage**, de tous les maux. C'est sûr que, pour limiter les gaz à effets de serre, rien de tel, que de limiter les émissions de méthane issues de l'agriculture ! **De telles affirmations, relèvent de la manipulation intellectuelle** quand on sait que : **l'agriculture européenne n'émet qu'une petite partie** des gaz à effet de serre, et qu'elle contribue **positivement** au stockage de carbone !

Les lobbies ont mis en place de **réelles stratégies d'influence.** Ils sont aujourd'hui **partout, sur tous les sujets, et à tous les échelons.** **Des associations de quartier, aux grandes ONG internationales, les lobbies se multiplient.** Il ne s'agit pas de faire de la paranoïa, **mais de constater une réalité !**

La FDSEA estime **nécessaire** de créer des alliances, avec les autres acteurs de la société. Mais nous voulons discuter avec eux **de manière constructive, sans ruiner les efforts économiques et environnementaux menés constamment par les agriculteurs.**

**Les attaques en règle**, subies ces derniers temps par l'agriculture, résultent aussi des **prises de position publiques** de certaines personnalités... **davantage « people »** que spécialistes de l'environnement, **et encore moins du monde agricole !** **Que penser par exemple** de la présence de Pascal Légitimus, au sommet de Copenhague, **au milieu d'experts de l'écologie et du climat ? Il y a de quoi être interpellé au vu de ses propos**, repris dans le Journal Du Dimanche. Je cite : *« Etre éco-citoyen, c'est être à la mode. Ça m'arrange de la suivre. Je suis en lumière mais pour aider. Je profite de cet élan, de cette*

*énergie écologique pour faire passer des messages. J'essaie d'être alarmiste et alarmant. Mon but, c'est de faire peur. C'est comme ça que ça marche.* » Fin de citation !

La peur est effectivement devenue une pièce maîtresse de la stratégie des lobbies. **Malheur à celui qui osera douter des théories alarmistes qu'on nous sert sur tous les sujets ! Mais que cela ne nous empêche pas**, de réfléchir aux tenants et aboutissants des stratégies **catastrophistes** qui sont au cœur de l'action de nombreux lobbies. **Le fait de focaliser l'attention de la société sur un sujet, ne permet-il pas de détourner l'attention du public sur les VRAIS sujets ?** Le 22 mars 2010, un expert américain a présenté les résultats d'une étude sur les gaz à effet de serre. Pour lui, produire moins de viande et de lait ne va **qu'augmenter la famine dans les pays pauvres, alors que les pays riches devraient se concentrer sur la réduction de la consommation de pétrole et de charbon** pour produire de l'électricité, se chauffer et utiliser les véhicules. **Comment se fait-il que les voix dissonantes, notamment celle des scientifiques, sur la réalité et les origines du changement climatique soient systématiquement, étouffées, voire discréditées, par les politiques, par les associations ?** On retrouve **exactement** la même problématique sur le dossier des algues vertes, où les agriculteurs sont désignés comme **seuls responsables** de la prolifération des algues vertes, **alors qu'aucune étude scientifique d'envergure n'a jamais été menée pour en déterminer les origines !**

Depuis quelques temps, on constate également l'apparition de « films – documentaires », qui ont un **indéniable parti pris**, et opposent **systématiquement** différents types d'agriculture, notamment l'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique. **L'émission « Capital terre »**, diffusée par M6 le 24 mars 2010, en est un **bel exemple !**

La FDSEA n'utilisera **certainement pas** les mêmes méthodes que ses détracteurs : la démagogie n'est pas dans nos habitudes, **encore moins les discours alarmistes à des fins politiques !** Pour autant, **donnons-nous les moyens de communiquer sur l'agriculture**, y compris pour tenter d'établir certaines **vérités scientifiques**.

Car les lobbies sont prêts à utiliser **tous les moyens** pour imposer un « modèle agricole ». Les débats posés ont une connotation de plus en plus éthique, **voire morale**. **Insidieusement, c'est bien l'acte de produire qui est fondamentalement remis en question** : le « naturel » est à la mode ! **Comment peut-on prôner un retour à la nature**, alors que l'agriculture, qu'elle soit conventionnelle ou biologique, **suppose de maîtriser la nature !**

Face aux pressions croissantes qui s'exercent sur l'agriculture, il nous apparaît aujourd'hui **nécessaire** d'interpeler nos élus politiques.

L'agriculture soulève des questions passionnantes, **et aussi passionnées**. Mais les interrogations sont **presque toutes orientées vers l'écologie**, masquant ainsi la réalité des préoccupations des agriculteurs : **le revenu !**

La FDSEA demande aux élus **qu'ils cessent de faire de la politique politicienne. Nous voulons des actes, à la mesure de l'importance, économique, sociale, et écologique,** que représentent l'agriculture et l'agroalimentaire bretons.

**Pour un pacte de confiance entre les agriculteurs et la société, nous demandons à nos responsables politiques :**

- De partager avec nous la réalité d'un monde agricole **qui va mal, et qui n'est pas adaptable à merci !**
- De partager avec nous notre volonté d'aller de l'avant, **mais avec sérénité !**

## **EN CONCLUSION :**

**Un revenu décent pour les agriculteurs : voilà la base de la réflexion de la FDSEA !**  
Pour vivre de notre métier, et être en capacité d'influer sur le prix de vente de nos produits, **il y a des préalables impératifs :**

- **Au-delà de 2013, nous voulons une Politique Agricole Commune forte**, avec des instruments de régulation des marchés renouvelés. La PAC conserve toute sa légitimité pour assurer la sécurité alimentaire de nos concitoyens, **mais aussi** pour affronter **positivement** les nouveaux défis de l'Union européenne.
- **Dès à présent**, nous demandons à disposer des leviers réglementaires pour **renforcer le pouvoir de négociation des producteurs**, au sein des filières.

**La FDSEA continuera de mobiliser toutes ses forces, pour renforcer le poids des producteurs, mais rien ne se fera, sans l'adhésion et l'implication, de toutes et tous, à ce projet !**

Les agriculteurs veulent vivre de leur métier : **c'est une évidence. Mais nous voulons aussi vivre sereinement.** Les agriculteurs ont **toujours** démontré leur capacité d'adaptation aux demandes de la société. Notre volonté est de **progresser, et d'investir, pour notre avenir**, et celui de nos concitoyens. Les pressions des lobbies pour imposer plus de contraintes à l'agriculture sont **croissantes, agressives, et surtout manifestement excessives.** Nous demandons aux élus de ne pas confondre les manipulations des lobbies avec les demandes de la société. Il est **urgent** que ceux-ci prennent **leurs responsabilités**, en posant les **vrais enjeux, et les vrais débats**, pour l'agriculture, **et en assumant publiquement un projet durable pour les agriculteurs.**

Analyser le contexte avec réalisme et lucidité : **c'est un défi auquel la FDSEA s'astreint au quotidien.** Nous ne voulons **ni** faire du catastrophisme qui encourage l'inaction, **ni** nous laisser bercer d'illusions, au risque de faire des déçus. **La FDSEA a l'ambition de s'affirmer comme une vraie force de propositions**, auprès des pouvoirs publics, auprès des autres acteurs de la filière, **mais aussi** au cœur du réseau de la FNSEA. **Notre credo est le suivant : ce n'est qu'unis et organisés que nous pourrons vivre de notre métier !**